



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

Arrêté n° 7680/2026/52

**actant le changement d'exploitant au profit du syndicat Mixte Bil ta Garbi
du Centre d'Enfouissement Technique de Laüdüre
situé sur la commune de Salies-de-Béarn**

**Le Préfet des Pyrénées Atlantiques
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le Code de l'environnement, son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 516-1, L. 516-2, R. 181-45, R. 181-47 et R. 516-1,
- Vu** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 88/IC/041 du 17 février 1988 autorisant le Syndicat Intercommunal à vocation multiple du canton de Salies-de-Béarn à créer une décharge contrôlée de résidus urbains sur le territoire de la commune de Salies-de-Béarn,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 99/IC/462 du 16 novembre 1999 fixant au district de Salies-de-Béarn des prescriptions complémentaires pour l'exploitation du centre d'enfouissement technique de Laüdüre,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 64-2026-02-23-00006 du 23 février 2026 donnant délégation de signature à Monsieur Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** la demande d'autorisation de changement d'exploitant adressée le 1^{er} octobre 2021 par le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi,
- Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel en date du 2 mars 2026,
- Vu** les observations formulées par l'exploitant en date du 3 mars 2026,
- Considérant** que le changement d'exploitant d'une installation de stockage de déchets non dangereux est soumis à autorisation préfectorale,
- Considérant** que les documents présentés par le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi établissent qu'il dispose des capacités techniques et financières nécessaires pour assurer le suivi post-exploitation du Centre d'Enfouissement Technique de Laüdüre situé sur la commune de Salies-de-Béarn dans le respect de la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1,

Considérant que la demande de changement d'exploitant présentée par le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi est conforme aux dispositions de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement et recevable,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRÊTE

Article premier : Changement d'exploitant

Le Syndicat Mixte Bil Ta Garbi, dont le siège social est situé 7 rue Joseph Latxague - BP 28555 - 64185 BAYONNE Cedex, est autorisé à reprendre le suivi post-exploitation du Centre d'Enfouissement Technique de Laüduze situé sur la commune de Salies-de-Béarn et précédemment exploité par le Syndicat Intercommunal à vocation multiple du canton de Salies-de-Béarn.

Le nouvel exploitant doit se conformer aux prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral n° 99/IC/462 du 16 novembre 1999 susvisé.

Article 2 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Salies-de-Béarn et peut y être consultée par les personnes intéressées,
- 2° un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Salies-de-Béarn pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Salies-de-Béarn,
- 3° le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant,
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques qui ont délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3 : Délai et voie de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut être faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente le tribunal administratif de Pau :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques.
- 2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, la sous-préfète d'Oloron-Sainte-Marie, le maire de Salies-de-Béarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Syndicat Mixte Bil Ta Garbi.

Pau, le **30 MARS 2026**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général

Samuel GESRET

30 MARS 2024

Pour le Préfet et par délégué
Le Secrétaire général

Samuel GESSRET